

Un budget d'austérité pour 2004

Le Grand Conseil est en train d'adopter un budget d'austérité. Les réactions de la fonction publique, des étudiants et des autres usagers des services publics, n'auront pas eu raison de ce projet. De nouvelles coupes sont prévues dans tous les secteurs et toucheront à nouveau les salaires du personnel et de nombreuses prestations.

Le budget proposé à l'Université est de 13 millions inférieurs à la somme auquel elle aurait droit si les mécanismes garantissant son fonctionnement étaient respectés (garantie du taux d'encadrement,...), cela sans envisager de mise à niveau ou de nouveaux développements. Cette coupe de 5% par rapport au budget demandé par le rectorat se traduira par une nouvelle dégradation des conditions d'enseignement et une surcharge de travail pour le personnel. Cette attaque portée sur les conditions de travail est une menace pour la qualité de l'enseignement. Même le Sénat de l'Université, plutôt réputé pour son conservatisme, a refusé de ratifier le budget de l'UNIL. Cette décision symbolique montre que l'Université n'envisage pas son avenir dans un cadre budgétaire aussi dur.

De plus, les moyens financiers nécessaires à la garantie des conditions d'études et à la mise en place de la Déclaration de Bologne ne sont pas attribués ni par le canton ni par la confédération. Dans une telle situation, il sera ensuite très facile de justifier l'introduction de taxes d'études très élevées pour les futurs masters ! L'université démocratique est en péril.

Pour remplir sa tâche, le canton doit investir plus de moyens. Même dans un climat de morosité économique, les restrictions budgétaires ne doivent pas toucher à la formation, celle-ci étant un investissement à long terme. Les attaques sur les moyens dévolus à l'Université signifient que l'Etat ne reconnaît plus l'apport que présente la formation pour le futur. Pour toutes ces raisons, la FAE s'oppose avec la plus grande vigueur au projet de budget 2004 et réclame l'abandon des attaques contre les conditions de travail du personnel et la mise à disposition de moyens en suffisance pour l'Université.

Julien Eggenberger
Président de la FAE